



FINANCES PUBLIQUES

**CONCOURS INTERNE POUR L'ACCÈS AU GRADE DE CONTRÔLEUR DES
FINANCES PUBLIQUES DE 2ÈME CLASSE**

ANNÉE 2023

ÉPREUVE ÉCRITE D'ADMISSIBILITÉ N° 2

Durée : 2 heures – Coefficient : 3

Gestion financière et comptable de l'État

Toute note inférieure à 5/20 est éliminatoire.

Recommandations importantes

Le candidat trouvera au verso la manière de servir la copie dédiée.

Sous peine d'annulation, en dehors du volet rabattable d'en-tête, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tels que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro ou tout autre indication, même fictive, étrangère au traitement du sujet.

Sur les copies, les candidats devront écrire et souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre de couleur noire et bleue uniquement. De même, l'utilisation de crayon surligneur est interdite.

Il devra obligatoirement se conformer aux directives données.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Tournez la page S.V.P.



SUJET

GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE DE L'ÉTAT

Code matière : 122

Les candidates et les candidats peuvent avoir à leur disposition sur la table de concours le matériel d'écriture, une règle, un correcteur, des surligneurs et le matériel spécifique ci-après.

Les matériels autorisés sont les suivants :

- les calculatrices non programmables sans mémoire alphanumérique ;*
- les calculatrices avec mémoire alphanumérique et/ou avec écran graphique qui disposent d'une fonctionnalité « mode examen ».*

À partir des documents joints et de vos connaissances personnelles, vous traiterez les questions suivantes.

Première partie

Vous présenterez, en une vingtaine de lignes au maximum, le dispositif de clôture infra annuelle et de validation de la balance trimestrielle.

Seconde partie

Nous sommes le 15 septembre N matin, vous êtes Andréa LEFEBRE, contrôleur(se) des Finances publiques affecté(e) à la DRFiP des CÔTES-DU-SUD au service comptabilité de la division des opérations comptables de l'État.

1. Votre chef de service vous demande d'accompagner Monsieur Alain FOURNIER, contrôleur stagiaire au SIP de SAINT-LAURENT-LES-PALMIERS, qui doit procéder à des écritures comptables MEDOC dans son poste. Monsieur Alain FOURNIER vous indique avoir décelé des erreurs dans la comptabilisation des écritures (MEDOC), ci-dessous, et souhaite les régulariser. Vous présenterez les écritures de rectification à passer. Vous présenterez votre réponse sous forme de tableau, en précisant pour chaque opération les éléments suivants : la ou les erreurs constatées, la transaction utilisée, la ou les écritures correctives et les journaux MEDOC servis.

a) Le 05/09/N, le SIP de SAINT-LAURENT-LES-PALMIERS a reçu un chèque de 350 € adressé par Monsieur Noël CLEMENT en règlement de sa Taxe d'habitation N-2 (redevable du SIP).

Écriture passée par le poste comptable non centralisateur le 05/09/N :

Journal MEDOC 6000 : Débit 511-36 Remise d'effet à l'encaissement Nature CHQE

Crédit 390-53 Nature REC pour 350 €

b) Le 06/09/N, le SIP de SAINT-LAURENT-LES-PALMIERS a reçu un chèque de 2 400 € correspondant à de l'impôt sur le revenu de l'exercice N non encore émis.

Écriture passée par le poste comptable non centralisateur le 06/09/N :
Journal MEDOC 2011 : Débit 511-36 Remise d'effet à l'encaissement Nature CHQE
Crédit 477-0 Nature AFF Code R17 5410 État – recettes à régulariser
pour 2 400 €

c) Le 11/09/N, le SIP de SAINT-LAURENT-LES-PALMIERS a reçu un avis de règlement comportant un rejet de dépense de 150 € suite à la comptabilisation à tort d'un dégrèvement en lieu et place d'une annulation de majoration et frais.

Écriture passée par le poste comptable non centralisateur le 11/09/N :
Journal MEDOC 2011 : Débit 473-0 Nature Aff (SERV) création d'affaire
Crédit 390-53 Nature 0402 pour 150 €

d) Le 15/09/N, le SIP de SAINT-LAURENT-LES-PALMIERS a reçu sur son relevé Banque de France un retour de chèque pour 500 €. Il contacte le redevable qui vient régler sa dette en carte bancaire au guichet le jour-même.

Écriture passée par le poste comptable non centralisateur le 15/09/N :
État MEDOC 2020 – 2021 2023 et 8030 : Débit 473-0 Nature Aff (SERV) création d'affaire
Crédit 512-16 Nature à blanc pour 500 €

e) Le 15/09/N, le SIP de SAINT-LAURENT-LES-PALMIERS a encaissé un virement reçu sur le relevé Banque de France de Monsieur Julian MICHEL en règlement de son impôt sur les revenus N-1 pour 5 124 €.

Écriture passée par le poste comptable non centralisateur le 15/09/N :
État MEDOC 2020, 2060 et 8030 : Débit 512-16 Nature VIRT
Crédit 390-53 Nature APRIR période P pour 5 214 €

Nota bene : le COP 22-1-8 n'a pas encore été comptabilisé.

2. Votre responsable vous demande de rédiger, à destination des auditeurs de la Mission départementale risques et audit (MDRA), une courte fiche sur les modalités d'apurement des comptes d'imputation provisoire des postes comptables non centralisateurs.

Liste des documents

- Document n° 1 Extrait du module de formation la mission comptable MEDOC (1 page)
- Document n° 2 Extrait de la note « Mode opératoire de suivi et de contrôle de la centralisation des opérations comptables DDR3 / RSP MEDOC / MEDOC en DR/DDFIP - Lot 2 » – Bureau CE-1B – 19/ 07/2016 (1 page)
- Document n° 3 Extrait de l'annexe 1 « Cartographie des CIP » – Bureau CE-1B – 30/09/2019 (1 page)
- Document n° 4 Extrait de la fiche de méthodologie et de formalisation des contrôles « AGIR » - Justification des opérations imputées sur les rubriques d'imputation provisoire R3 3472 et 3476 – 28/05/2018 (4 pages)
- Document n° 5 Extraits de la fiche de méthodologie et de formalisation des contrôles « AGIR » – CE - Justification des opérations imputées sur les comptes d'imputation provisoire dans MEDOC WEB – 06/08/2021 (3 pages)

Le fonds documentaire comporte 10 pages.

Extrait du module de formation la mission comptable MEDOC

[...]

PANORAMA DES ÉTATS DU SIP

Depuis la parution de la note GF-2C du 5 mai 2015, et compte tenu des performances de l'application PDFEdit, la très grande majorité des états ne nécessite aucune impression et la conservation sous forme papier est devenue inutile.

Les états classés sous la rubrique MDA nécessitent une validation électronique ; ils sont consultables par le service comptabilité en direction par l'application PDFEdit.

L'impression obligatoire a été maintenue pour un très petit nombre d'états pour des raisons spécifiques. Pour les autres, l'absence d'impression génère une économie sensible de consommables, d'espace de stockage et de manipulations.

Groupe	Etat	Contenu	Fréquence	Validation	Impression	Transmission	Observations
MDA 11	0682	Cet état regroupe par CIP les données chiffrées consignées sur les compteaux mensuels (états n°s 2220/2221), enrichies du détail des affaires non soldées à la fin de chaque mois.	Mensuel	OUI	NON	NON	A surveiller
MDA 14	2023	Cet état présente sur un même document, l'ensemble des dépenses classées par sous compte d'imputation, par numéro d'ordre. Il est composé de deux parties : - ensemble des dépenses ; - ensemble des dépenses annulées ou rectifiées.	Quotidien	OUI	Partielle	NON	Visa quotidien
MDA 14	2155	Bordereau détaillé des pièces de dépenses (à rapprocher du 2023) – non reproduit ici.	Quotidien	OUI	NON	NON	
MDA 05	2220	État par compte d'imputation provisoire détaillée par code R17/R27.	Quotidien	OUI	NON	NON	
MDB 11	1180	Cet état présente l'ensemble des affaires ventilées par code R17 ou R27 de la nomenclature R15 non apurées à la fin du mois.	Mensuel	NON	NON	NON	A surveiller
MDB 11	2011	Cet état propose la liste des affaires mouvementées dans la journée comptable et description du sens des mouvements sur les comptes correspondant ainsi que le solde restant en fin de journée.	Quotidien	NON	NON	NON	
MDB 16	2020	Cet état retrace toutes les opérations d'encaissement saisies par le service, par ordre chronologique.	Quotidien	NON	NON	NON	
MDB 16	2021	retrace toutes les opérations de décaissement saisies par le service, par ordre chronologique.	Quotidien	NON	NON	NON	
MDB 16	2022	Toutes les opérations d'ordre divers sont regroupées sur cet état, par ordre chronologique.	Quotidien	NON	NON	NON	

Groupe	Etat	Contenu	Fréquence	Validation	Impression	Transmission	Observations
MDB 15	2044	Liste des chèques encaissés dans la journée comptable par catégorie.	Quotidien	NON	NON	NON	
MDB 16	2060	Cet état récapitule par compte, les totaux journaliers ainsi que les cumuls depuis le début de l'année comptable. (à rapprocher du 8030 chaque jour)	Quotidien	NON	NON	NON	Rapprochement quotidien par le service
MDB 16	2071	récapitule les opérations d'annulation/rectification de la journée comptable. En fin d'état, il est fait mention du nombre total d'écritures d'annulation/rectification.	Quotidien	NON mais visa obligatoire	OUI même néant	NON	VISA quotidien obligatoire
MDB 12	6000	Pour les SIP et Trésoreries cet état récapitule les saisies de la nature REC	Quotidien	NON	NON	NON	Rapprochement quotidien par le service
MDB 12	6004	Récapitule, pour les impôts sur rôle autre que CFE/TP, les saisies comptables du jour de l'application RAR, à savoir les natures APRxx	Quotidien	NON	NON	NON	Rapprochement quotidien par le service
MDB 12	6020	Cet état récapitule les saisies journalières correspondant aux natures 300, 302, et 306 (pour ce qui concerne les SIP)	Quotidien	NON	NON	NON	
MDB 12	6021	Récapitule les virements du service réalisés avec l'application VIR.	Quotidien	NON	NON	NON	A surveiller
MDB 17	8030	Cet état présente la situation des opérations qui ont affecté le compte de liaison 390-53	Quotidien	NON	Conseillée	NON	Rapprochement quotidien par le service
MDB 17	8035	Cet état retrace la situation des débits et crédits attendus d'un poste comptable.	Quotidien	NON	Conseillée	NON	Rapprochement quotidien par le service
MDB 17	8040	Récapitule les recettes sur les impôts sur rôle, CFE/TP et impôts des particuliers : cumul du jour, depuis le début du mois et depuis le début de l'année, par période et par compte palier	Quotidien	NON	NON	NON	

Extrait de la note « Mode opératoire de suivi et de contrôle de la centralisation des opérations comptables DDR3 / RSP MEDOC / MEDOC en DR/DDFiP - Lot 2 » – Bureau CE-1B – 19/07/2016

[...]

Résumé : Dans le cadre des travaux menés par le groupe de travail « Elaboration d'un mode opératoire de suivi et de contrôle de la centralisation des opérations comptables MEDOC/RSP MEDOC/DDR3 », un deuxième lot de 10 fiches thématiques est mis à disposition des divisions « comptabilité et autres opérations de l'État ».

Il porte notamment une harmonisation des procédures entre la sphère des particuliers et la sphère des professionnels pour le suivi des comptes d'imputation provisoire et la transmission des pièces justificatives de dépenses.

Le groupe de travail « Elaboration d'un mode opératoire de suivi et de contrôle de la centralisation des opérations comptables MEDOC/RSP MEDOC/DDR3 » a permis la production d'un premier lot de 12 fiches techniques, diffusé par note de service du bureau CE-1B n° 2015/07/910 du 21/07/2015, à l'attention des divisions « comptabilité et autres opérations de l'État ».

La présente note de service a pour objet la diffusion d'un second lot de 10 fiches thématiques complétées d'annexes.

Un des objectifs de ce groupe de travail est d'aboutir à une harmonisation des procédures entre la sphère des particuliers et la sphère des professionnels, notamment pour la gestion des comptes d'imputation provisoire et la transmission des pièces justificatives de dépenses.

Ainsi, une cartographie des comptes d'imputation provisoire (CIP) de recettes et de dépenses, de la sphère des professionnels et de la sphère des particuliers, en annexe n°1 de la présente note, définit le délai d'apurement maximal par nature de CIP.

À défaut d'apurement dans les délais réglementaires, la division « comptabilité et autres opérations de l'État » doit se rapprocher du service concerné afin de connaître les actions engagées par le poste comptable non centralisateur (PNC).

Les travaux menés ont relevé la nécessité de préciser dans l'application Médoc le périmètre des opérations relevant soit des excédents de versement soit des reliquats divers, modifiant ainsi l'imputation du compte des sommes à restituer (compte 467.332 / compte 4673300000). Cette évolution, commentée en annexe n°2 implique des opérations précises à réaliser tant au niveau des PNC qu'au niveau du service « comptabilité ».

La cartographie précise par ailleurs les codes R17/R27 qui seront supprimés de la table R15, au palier Médoc d'octobre 2016, du fait de leur obsolescence (absence d'utilisation, doublons de codes pour un même cas métier, etc.). Les PNC devront veiller plus particulièrement à l'apurement impératif de ces CIP avant le 30 septembre 2016.

Un suivi de ces CIP doit être assuré par la division comptabilité de la DR/DDFiP, à partir des états nos 0682 et 0683, disponibles sous PDFEDIT / code application MDA pour l'état n° 0682 et MDB pour l'état n° 0683 / groupe 11 « gestion des affaires ».

Cette volonté d'harmonisation est étendue à la production de pièces justificatives, tant pour la qualité des comptes que pour le contrôle juridictionnel. Elle modifie les modalités de transmission des pièces justificatives de dépenses comptabilisées par les PNC (services des impôts des entreprises/pôles de recouvrement spécialisés – SIE/PRS) de la sphère des professionnels.

S'agissant de ce dernier point, la MRA mène actuellement un audit sur les dépenses et décaissements à l'initiative des postes comptables (DSO). Les fiches concernées seront mises à jour du résultat de cet audit national, une fois le rapport définitif produit.

J'attire votre attention sur le respect des modalités de suivi des CIP et de transmission des pièces justificatives des dépenses ainsi que sur la nécessité d'informer l'ensemble des PNC du ressort de votre département de la mise en place de ces nouvelles dispositions.

Enfin, le groupe de travail a permis la proposition de deux nouvelles mesures de simplification pour les SIE, précisées dans les fiches concernées, sur :

- les modalités de comptabilisation des différences inférieures à 30 euros entre la remise de chèques à l'encaissement et le montant porté au crédit du relevé d'opérations de la Banque de France ;
- les modalités de traitement des lettres chèques hors département.

Ces nouvelles mesures seront commentées dans une note spécifique, en cours de diffusion.

L'ensemble de cette documentation est mis en ligne sous Nausicaa. Les chemins d'accès sont précisés infra dans la rubrique « Chemins d'accès NAUSICAA ». La recherche de cette documentation peut également s'effectuer à partir des mots-clés suivants : RSP, centralisation comptable, ajustement comptable.

[...]

Extrait de l'annexe 1 « Cartographie des CIP » – Bureau CE-1B – 30/09/2019

SOMM DES COMPTES D'IMPUTATION PROVISOIRE – SPHERE DES PARTICULIERS

COMPTE PALIER / CIBLE – INTITULÉS	Rubrique DORS	Codes RSP MEDOC R17-R27	Libellés du code RSP MEDOC R17-R27	Types d'opérations	Délai d'apurement	Réglementation existante
CIP DE RECETTES Compte 395-01 – Les recettes Compte 477-0 (dénouement au 473-0)						
487.321 / 4873200000 « Autres comptes débiteurs ou créditeurs – Excédents de versement à restituer »	302 « Recettes sans prise en charge – EDV » / 303 « Excédents »	5107-4008	Excédent de versement	Excédent de versement supérieur à 8 euros à rembourser	1 mois	Fiche technique n°5 du kit RSP MEDOC (Excédent de versement supérieur à 8 euros) qui s'appuie sur la note de service n°03-059-R3 du 15 novembre 2004.
475.222 / 4742000000 – 1778010400 « Recettes d'impôts perçus avant émission de rôles – RAER »	302 « Recettes sans prise en charge – recettes avant émission de rôles ou titre » / 303 « Imputation des RAER »	4500-7990	Recettes perçues avant émission de rôle (ou titre)	Recettes perçues avant émission de rôle (ou titre)	Lié à la mise en recouvrement effective du rôle ou à l'émission du titre	Fiche technique n°8 du kit RSP MEDOC (suivi et contrôle des recettes avant émission des rôles) / Consultation trimestrielle à minima des applications
475.223 / 4742000000 – 1778010400 « Temps régularisation PAS acompte – PNC »	3476 « Imputation provisoire de recettes – Opérations de l'Etat – Régularisations PAS – Chèques »	4540-7040	Temps régularisation PAS acompte – PNC	Instruction relative aux impacts de la mise en place du PAS en comptabilité de l'Etat du 31/10/2015 (pages 60 à 68 – chapitre 2 « Le rôle des postes non centralisateurs »)	45 jours	Note de service de CE-1B n°2018/04/538 du 27/04/2018
475.23 / 4742000000 – 1778010100 « Comptes créditeurs dans les PNC – CEPL »	3476 « Imputation provisoire de recettes – Opérations des CEPL – Recettes à régulariser »	5403-0408	CEPL – Recettes à régulariser	Recettes à imputer après vérification au profit d'un CEPL – Recettes reçues à tort par le poste au profit d'un CEPL	1 mois	Fiche technique n°27 du kit RSP MEDOC (les comptes d'imputation provisoire) / Instruction n°03-044-R3 du 5 août 2003 / Note de service n° 2015/03/013 du 20 mai 2015
476.27 / 4742000000 – 1778010100 « Comptes créditeurs dans les PNC – Etat et assimilés »	État	4440-7040	Produits dont l'imputation définitive n'est pas faite	Ex : Avis de règlement constatant une recette au profit d'un CEPL, avis de règlement notifiant un rejet de recette	1 mois	Fiche technique n°27 du kit RSP MEDOC (les comptes d'imputation provisoire) / Instruction n°03-044-R3 du 5 août 2003 / Note de service n° 2015/03/013 du 20 mai 2015
	3476 « Imputation provisoire de recettes – Opérations de l'Etat – Recettes à régulariser »	5410-0410	État – recettes à régulariser	Recettes à imputer après vérification au profit de l'Etat – Recettes reçues à tort par le poste au profit de l'Etat	1 mois	Fiche technique n°27 du kit RSP MEDOC (les comptes d'imputation provisoire) / Instruction n°03-044-R3 du 5 août 2003 / Note de service n° 2015/03/013 du 20 mai 2015
476.21 / 4742000000 – 1778010100 « Comptes créditeurs dans les PNC – Etat et assimilés »	3470 « Imputation provisoire de recettes – Amendes et condamnations pécuniaires – Excédents en attente de traitement »	5405-0405	Amendes et condamnations pécuniaires – Excédents en attente de traitement		1 mois	Fiche technique n°27 du kit RSP MEDOC (les comptes d'imputation provisoire) / Instruction n°03-044-R3 du 5 août 2003 / Note de service n° 2015/03/013 du 20 mai 2015
	3476 « Imputation provisoire de recettes – Amendes et condamnations pécuniaires – Frais provisionnels de saisie »	5406-0406	Amendes et condamnations pécuniaires – Frais provisionnels de saisie		1 mois	Fiche technique n°27 du kit RSP MEDOC (les comptes d'imputation provisoire) / Instruction n°03-044-R3 du 5 août 2003 / Note de service n° 2015/03/013 du 20 mai 2015
	3470 « Imputation provisoire de recettes – Amendes et condamnations pécuniaires – Recettes à imputer après émission des extraits au titre des »	5407-0407	Amendes et condamnations pécuniaires – Recettes à imputer après émission des extraits au titre des »		8 mois	Fiche technique n°27 du kit RSP MEDOC (les comptes d'imputation provisoire) / Instruction n°03-044-R3 du 5 août 2003 / Note de service n° 2015/03/013 du 20 mai 2015
CIP DE RECETTES Compte 395-02 – Recettes encaissées pour le compte d'autres receveurs des administrations financières Compte 477-1 (dénouement au 477-1)						
Sans objet (aucune remontée dans CHORUS / écritures manuelles en fin d'année)	Néant	7100-6700		Transfert d'une somme arrivée sur le relevé Banque de France du service et destinée à un autre poste comptable : l'opération créée est à solder par le crédit 612-06 C/VRT	15 jours	

COMPTE PALIER / CIBLE – INTITULÉS	Rubrique DORS	Codes RSP MEDOC R17-R27	Libellés du code RSP MEDOC R17-R27	Types d'opérations	Délai d'apurement	Réglementation existante
CIP DE DEPENSES Compte 395-11 – Les dépenses Compte 473-0 (dénouement au 477-0)						
471.23 / 4732000000 – 1768010100 « Comptes débiteurs dans les PNC – CEPL »	3472 « Imputation provisoire de dépenses – Opérations des CEPL – Dépenses à régulariser »	5400-5400	CEPL – Dépense à régulariser	Dépense à régulariser SPL	2 mois	Fiche technique n°27 du kit RSP MEDOC (les comptes d'imputation provisoire) / Instruction n°03-044-R3 du 5 août 2003 / Note de service n° 2015/03/013 du 20 mai 2015
	3472 « Imputation provisoire de dépenses – Opérations des CEPL – Chèques payés flux 53 »	5401-5401	CEPL – Chèque payé flux 53	Chèque payé SPL flux 53	30 jours	Fiche technique n°27 du kit RSP MEDOC (les comptes d'imputation provisoire) / Instruction n°03-044-R3 du 5 août 2003 / Note de service n° 2015/03/013 du 20 mai 2015
471.27 / 4732000000 – 1768010200 « Comptes débiteurs dans les PNC – Autres (Etat et correspondants) »	3472 « Imputation provisoire de dépenses – Opérations de l'Etat – Chèques payés flux 50 »	5402-5402	État – Rejet de chèque payé	Chèque payé État	30 jours	Fiche technique n°27 du kit RSP MEDOC (les comptes d'imputation provisoire) / Instruction n°03-044-R3 du 5 août 2003 / Note de service n° 2015/03/013 du 20 mai 2015
	3472 « Imputation provisoire de dépenses – Opérations de l'Etat – Dépenses à régulariser »	5403-5403	État – Dépense à régulariser	Dépense à régulariser État	2 mois	Fiche technique n°27 du kit RSP MEDOC (les comptes d'imputation provisoire) / Instruction n°03-044-R3 du 5 août 2003 / Note de service n° 2015/03/013 du 20 mai 2015

[...]

Extrait de la fiche de méthodologie et de formalisation des contrôles « AGIR » - Justification des opérations imputées sur les rubriques d'imputation provisoire R3 3472 et 3476 – 28/05/2018

[...]

Thème de contrôle national



Thème de contrôle local



[...]

Caractéristiques du thème de contrôle

Unité(s) de travail chargée(s) de réaliser le contrôle :	SIP et trésoreries Amendes																												
Périodicité du contrôle :	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Trimestrielle <input type="checkbox"/> Semestrielle <input type="checkbox"/> Mensuelle																												
Mois de réalisation du contrôle	<table border="1"> <tr> <td>J</td><td>F</td><td>M</td><td>A</td><td>M</td><td>J</td><td>J</td><td>A</td><td>S</td><td>O</td><td>N</td><td>D</td><td>J</td><td>F</td> </tr> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>x</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table>	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F						x								
J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F																
					x																								
Modalités de reporting	La CQC réalisera une synthèse départementale des résultats de ce contrôle. Date limite d'envoi de la synthèse départementale à la Direction Interrégionale (DI) : 30/09/2018 La délégation procédera, après un contrôle de cohérence, à l'agrégation des synthèses départementales de l'inter-région. Date limite d'envoi de la synthèse de la DI à la DG : 19/10/2018																												
Question 1	Les rubriques d'imputation provisoire de dépenses 3472 et recettes 3476 sont-elles correctement utilisées et font-elles l'objet d'un suivi périodique menant à un apurement régulier ?																												
Question 2	Les états de développement des soldes des rubriques 3472 et 3476 sont-ils ajustés avec la comptabilité R3 ?																												

Modalités de contrôle

Question 1	Les rubriques d'imputation provisoire de dépenses 3472 et recettes 3476 sont-elles correctement utilisées et font-elles l'objet d'un suivi périodique menant à un apurement régulier ?	Type de grille AGIR : <input type="checkbox"/> Analyse de comptes (AC) <input checked="" type="checkbox"/> Analyse d'opérations (AO) <input type="checkbox"/> Diagnostic de process (DP)
Critère(s) de qualité comptable / Risque(s)	Une utilisation non adéquate des rubriques d'imputation provisoire ainsi que des régularisations tardives ou non réalisées génèrent des soldes comptables et d'exécution budgétaire non conformes et peuvent entacher l'image de l'administration. <i>Exemple : fraude interne, insatisfaction d'un redevable poursuivi à tort alors qu'il s'est acquitté de sa dette, impôt encaissé mais non comptabilisé en tant que produit dans la comptabilité de l'Etat, absence de l'impact budgétaire correspondant.</i> Imputation / 06.07.01 Enregistrement non conforme aux règles d'imputation comptable Rattachement à la bonne période / 06.09.03 Absence de régularisation des opérations Sincérité / 06.04.01 Non-respect volontaire des règles de tenue des comptes et des documents comptables	
	Lors de l'encaissement d'une recette ou du paiement d'une dépense de l'Etat, si la nature de l'opération est mal identifiée ou si des contraintes réglementaires voire de temps empêchent son imputation définitive, l'opération est enregistrée dans un premier temps sur un compte d'imputation provisoire. Dans un second temps, la recette ou la dépense est imputée sur un compte définitif par débit ou crédit du compte d'imputation provisoire. Dans les postes non centralisateurs utilisant l'application DDR3, les dépenses et recettes provisoires de l'Etat sont enregistrées respectivement au débit des rubriques 3472 et au crédit des rubriques 3476.	

<p>1. Objectif et méthode du contrôle</p>	<p>NB : Les délais réglementaires d'apurement des différentes sous-rubriques R3 3472 et 3476 sont rappelés dans <u>la cartographie des CIP de recettes et de dépenses, de la sphère des professionnels et de la sphère des particuliers</u> (annexe n°1 à la note de service 2016/06/7689 du 19/07/2016).</p> <p>La question 1 vise à s'assurer de la correcte utilisation des rubriques d'imputation provisoire R3 3472 et 3476 et de l'effectivité de leur suivi par le poste non centralisateur.</p> <p>Le responsable du poste s'assurera à partir d'un échantillon de 30 opérations soldées et/ou non soldées enregistrées sur une rubrique d'imputation provisoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du correct enregistrement de l'opération (choix de la rubrique R3, libellé suffisamment explicite), au regard de la pièce justifiant la recette ou la dépense (relevé BDF, papillon PSAR ou PSAX, journal REC, etc.) ; - du respect du délai réglementaire d'apurement ; - pour les opérations soldées, de la correcte justification de l'imputation définitive <p>L'échantillon sera constitué d'opérations sélectionnées <u>sur le grand livre journal P16</u> (cf. pas-à-pas <u>Édition du P16</u>)</p> <p>L'échantillon sélectionné et les résultats de l'analyse seront formalisés par le fichier de dépouillement joint à la présente fiche (cf. documentation utile infra)</p>
--	---

[...]

Constitution de l'échantillon à contrôler	
<p>3. Nature des opérations contrôlées et seuil éventuel</p>	<p>30 opérations de dépenses et de recettes apurées et/ou non apurées, enregistrées respectivement :</p> <p>au débit des sous-rubriques 3472 suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3472 « Imputation provisoire de dépenses – Opérations de l'État – impayés - chèques prélèvements » - 3472 « Imputation provisoire de dépenses – Opérations de l'Etat – Dépenses à régulariser » <p>et/ou au crédit des sous-rubriques 3476 suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3476 « Imputation provisoire de recettes – Opérations de l'État – Recettes à régulariser » - 3476 « Imputation provisoire de recettes – Amendes et condamnations pécuniaires – Excédents en attente de traitement » - 3476 « Imputation provisoire de recettes – Amendes et condamnations pécuniaires – Frais provisionnels de saisie » - 3476 « Imputation provisoire de recettes – Amendes et condamnations pécuniaires – Recettes à imputer après émission des extraits ou des titres » - 3476 « Imputation provisoire de recettes – Amendes et condamnations pécuniaires – Autres recettes à ventiler » <p>Ces opérations seront sélectionnées de manière aléatoire <u>sur le grand livre journal P16</u> lancé sur les rubriques 3476 (crédit) et 3472 (débit) et sur la période indiquée dans la rubrique « Périmètre temporel » ci-dessous (cf. pas-à-pas <u>Édition du P16</u>)</p>
<p>4. Périmètre temporel des opérations contrôlées</p>	<p>Date début période : 01/01/2018. Date fin période : Date du contrôle</p> <p>NB : la période analysée pourra être réduite en fonction de la volumétrie des opérations : il conviendra de modifier la date de début de période.</p>
<p>5. Nombre d'opérations à contrôler</p>	<p><input type="checkbox"/> Exhaustif <input checked="" type="checkbox"/> Échantillon de 30 opérations <input type="checkbox"/> Sans objet. Le contrôle est un diagnostic de process.</p>

Analyse des résultats du contrôle	
<p>6. Décompte des anomalies</p>	<p>Pour chaque opération contrôlée, une anomalie sera décomptée si au moins un des événements suivants est réalisé</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'opération n'a pas été correctement enregistrée (rubrique d'imputation provisoire non conforme à la nature de l'opération, libellé insuffisamment explicite) ; - l'opération n'a pas été régularisée dans le délai réglementaire. Si son maintien en imputation provisoire au-delà de ce délai est justifié par des contraintes techniques ou des diligences en cours nécessitant l'intervention d'un acteur externe au poste, il conviendra de le valoriser dans la colonne « observations » de la grille de dépouillement ; - l'imputation définitive des opérations régularisées est incorrecte.

	<p>N-B. Il ne peut y avoir plus d'opérations en anomalie que d'opérations contrôlées.</p> <p>Préciser, dans le champ « détail des anomalies constatées » de la grille AGIR, le ou les types d'anomalie rencontrés.</p>
7. Préconisations éventuelles en cas d'anomalies	<p>Exemples d'actions d'amélioration du dispositif de contrôle interne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rédaction d'une fiche de procédure ou organisation d'une réunion pour rappeler aux agents concernés les modalités de suivi et d'apurement des rubriques 3472 et 3476, ainsi que les délais réglementaires d'apurement des rubriques 3472 et 3476 ; - sensibilisation de l'équipe sur la nécessaire clarté du libellé de l'opération ; - mise en place d'un contrôle de supervision contemporain à l'arrêté comptable mensuel.

Précisions sur la formalisation du contrôle dans AGIR

8. Montant des opérations contrôlées <i>Grilles AO ou AC</i>	<input checked="" type="checkbox"/> À préciser <input type="checkbox"/> Sans objet
9. Montant des anomalies constatées <i>Grilles AO ou AC</i>	<input checked="" type="checkbox"/> À préciser <input type="checkbox"/> Sans objet
10. Pièces justificatives / Consignes d'archivage	<p>Il convient de joindre <i>à minima</i> dans la grille de restitution AGIR, la (les) pièce(s) justificative(s) suivante(s) :- le grand livre journal P16 utilisé pour la constitution de l'échantillon,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la grille de dépouillement dûment complétée. <p>NB : Si le journal P16 est trop volumineux, il conviendra de l'archiver dans le dossier de révision dématérialisé du poste comptable. Ce document pourra toutefois être transmis par voie de messagerie aux CQC, à leur demande, dans le cadre de leurs travaux de corroboration.</p>
11. Autres :	Néant

Question 2	<p>Les états de développement des soldes des rubriques 3472 et 3476 sont-ils ajustés avec la comptabilité R37 ?</p>	<p>Type de grille AGIR :</p> <input type="checkbox"/> Analyse de comptes (AC) <input checked="" type="checkbox"/> Analyse d'opérations (AO) <input type="checkbox"/> Diagnostic de process (DP)
-------------------	---	--

Critère(s) de qualité comptable / Risque(s)	<p>Présentation et bonne information / 06.03.01 Non respect des normes de renseignement ou de présentation</p> <p>Imputation / 06.07.01 Enregistrement non conforme aux règles d'imputation comptable</p>
--	---

1. Objectif et méthode du contrôle	<p>Les états de développement des soldes des rubriques 3472 et 3476 sont ajustés lorsque :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le montant du « Reste à émarginer » sur l'EDS correspond strictement au solde comptable de la sous-rubrique ; - aucune sous-rubrique de la rubrique 3472 ne présente de solde créditeur et aucune sous-rubrique de la rubrique 3476 ne présente de solde débiteur. <p>N.B. : En cas de non-ajustement, l'application DOR3 fait figurer automatiquement, en haut à gauche de l'EDS, selon le cas, les mentions « <i>non ajusté : émarginement incomplet</i> » ou « <i>État non ajusté : émarginement excessif</i> ».</p> <p>Dans le cadre de la question 2, il convient de vérifier sur chaque EDS et pour chaque sous-rubrique visée par le contrôle la <u>stricte égalité</u> entre le montant du « <u>reste à émarginer</u> » et le solde comptable, ainsi que le <u>sens du solde</u> de la sous-rubrique.</p> <p>Pour éditer les EDS des rubriques 3472 et 3476, il convient de sélectionner dans DDR3 l'option 1-5-3 « Consulter, éditer des états de solde », sous-option 1-5-3-2-1 pour la rubrique 3476 et 1-5-3-2-2 pour la rubrique 3472.</p>
---	---

[...]

Constitution de l'échantillon à contrôler

3. Nature des opérations contrôlées et seuil éventuel	<p>Tous les « soldes » de chaque sous-rubrique 3472 et 3476, figurant sur les états de développement des soldes <u>édités à la date du dernier arrêté comptable journalier</u>.</p>
--	---

4. Périmètre temporel des opérations contrôlées	Date début période = date fin période = date du dernier arrêté comptable						
5. Nombre d'opérations à contrôler	<p><input checked="" type="checkbox"/> Exhaustif. Décompter une opération contrôlée pour chaque solde de sous-rubrique affiché sur l'EDS.</p> <p>Autrement dit, 1 opération contrôlée = 1 solde d'une sous-rubrique.</p> <p>cf. ci-dessous l'exemple d'un solde constituant une opération à contrôler (extrait d'un état de développement des soldes de la rubrique 3472 / sous-rubrique « imputation provisoire de dépenses – opérations de l'État ») :</p> <table border="1" data-bbox="475 645 1098 734"> <tr> <td>Massa creditrice :</td> <td>47 163,98</td> </tr> <tr> <td>Massa débitrice :</td> <td>50 935,98</td> </tr> <tr> <td>Solde débiteur :</td> <td>3 772,00</td> </tr> </table> <p><input type="checkbox"/> Échantillon de 30 opérations</p> <p><input type="checkbox"/> Sans objet. Le contrôle est un diagnostic de process.</p>	Massa creditrice :	47 163,98	Massa débitrice :	50 935,98	Solde débiteur :	3 772,00
Massa creditrice :	47 163,98						
Massa débitrice :	50 935,98						
Solde débiteur :	3 772,00						

Analyse des résultats du contrôle	
6. Décompte des anomalies	<p>Pour chaque solde de sous-rubrique contrôlé, une anomalie sera décomptée si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'égalité <i>Reste à élarger</i> = solde débiteur ou créditeur n'est pas vérifiée. - et/ou le sens du solde de la sous-rubrique est incorrect <p>N-B. Il ne peut y avoir plus d'opérations en anomalie que d'opérations contrôlées.</p> <p>La nature de (des) l'anomalie(s) détectée(s) sera précisée dans le champ « détail des anomalies constatées » de la grille AGIR.</p>
7. Préconisations éventuelles en cas d'anomalies	<p>Propositions d'actions d'amélioration du dispositif de contrôle interne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rappel des modalités de suivi des rubriques 3472 et 3476 ; - mise en place d'un contrôle de supervision contemporain à l'arrêté comptable mensuel.

Précisions sur la formalisation du contrôle dans AGIR	
8. Montant des opérations contrôlées <i>Grilles AO ou AC</i>	<p><input type="checkbox"/> À préciser.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Sans objet</p>
9. Montant des anomalies constatées <i>Grilles AO ou AC</i>	<p><input type="checkbox"/> À préciser.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Sans objet</p>
10. Pièces justificatives / Consignes d'archivage	<p>Il convient de joindre <i>a minima</i> dans la grille de restitution AGIR, la (les) pièce(s) justificative(s) suivante(s) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les EDS des sous-rubriques 3472 et 3476 édités à la date du contrôle
11. Autres :	Néant

Extraits de la fiche de méthodologie et de formalisation des contrôles « AGIR » – CE -
Justification des opérations imputées sur les comptes d'imputation provisoire dans
MEDOC WEB – 06/08/2021

[...]

Caractéristiques du thème de contrôle																													
Unité(s) de travail chargée(s) de réaliser le contrôle :	Postes non centralisateurs utilisant MEDOC Web																												
Périodicité du contrôle :	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Trimestrielle <input type="checkbox"/> Semestrielle <input type="checkbox"/> Mensuelle																												
Mois de réalisation du contrôle	<table border="1"> <tr> <td>J</td><td>F</td><td>M</td><td>A</td><td>M</td><td>J</td><td>J</td><td>A</td><td>S</td><td>O</td><td>N</td><td>D</td><td>J</td><td>F</td> </tr> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>X</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table>	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F								X						
J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F																
							X																						
Modalités de reporting	<p>Le dispositif de reporting au niveau local et interrégional est détaillé dans l'annexe n°2 à la circulaire sur les orientations nationales Risques et Audit 2021.</p> <p>A l'issue de son contrôle de supervision, chaque responsable d'unité réalise une analyse qualitative du contrôle, qu'il saisit directement dans l'application (Menu Planning > Onglet Supervision > Bouton "Réaliser l'analyse qualitative du contrôle")</p> <p>Sur la base des analyses qualitatives et des restitutions mises à leur disposition dans le tableau de bord, les CQC établissent successivement dans AGIR :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la synthèse du thème (Menu Synthèses > Consulter les synthèses > Synthèse de thème : bouton "initier"). Attention, ce thème doit préalablement être intégré dans le périmètre de corroboration de l'unité RISQUES et AUDIT - CELLULE QUALITE COMPTABLE pour que le bouton "initier" s'affiche. - la synthèse départementale (Menu Synthèses > Consulter les synthèses > Synthèse départementale : bouton "initier") <p>Ces deux synthèses sont à valider pour le 30 novembre 2021.</p> <p>Au niveau interrégional, chaque délégation procède hors AGIR à une consolidation et une analyse des synthèses de thèmes et des synthèses départementales de l'interrégion, en complétant le fichier intitulé "synthèse interrégionale". Cette synthèse est à adresser à la Mission RDCIC (mission.rdcic-qualitecomptable@dgfip.finances.gouv.fr) pour le 31 décembre 2021.</p>																												
Question 1	<p>Les comptes d'imputation provisoire de recettes et dépenses dans Médoc Web sont-ils correctement utilisés et font-ils l'objet d'un suivi périodique menant à un apurement régulier ?</p> <p>Type de grille AGIR :</p> <p> <input type="checkbox"/> Analyse de comptes (AC) <input checked="" type="checkbox"/> Analyse d'opérations (AO) <input type="checkbox"/> Diagnostic de process (DP) </p>																												
Critère(s) de qualité comptable / Risque(s)	<p>Une utilisation non adéquate des comptes d'imputation provisoire ainsi que des régularisations tardives ou non réalisées génèrent des soldes comptables et d'exécution budgétaire non conformes et peuvent entacher l'image de l'administration.</p> <p>Exemple : fraude interne, insatisfaction d'un redevable poursuivi à tort alors qu'il s'est acquitté de sa dette, impôt encaissé mais non comptabilisé en tant que produit dans la comptabilité de l'État, absence de l'impact budgétaire correspondant.</p> <p>Imputation / 06.07.01 Enregistrement non conforme aux règles d'imputation comptable Rattachement à la bonne période / 06.09.03 Absence de régularisation des opérations Sincérité / 06.04.01 Non-respect volontaire des règles de tenue des comptes et des documents comptables</p>																												
	<p>Lors de l'encaissement d'une recette ou du paiement d'une dépense de l'État, l'opération est enregistrée dans un premier temps sur un compte d'imputation provisoire lorsque la nature de l'opération est mal identifiée ou lorsque des contraintes réglementaires voire de temps empêchent son imputation définitive.</p> <p>Dans un second temps, la recette ou la dépense est basculée sur un compte définitif par débit ou crédit du compte d'imputation provisoire.</p> <p>Dans l'application Médoc Web, les recettes et dépenses en attente ou « affaires » sont enregistrées sur les comptes 477-0 ou 477-1 Nature AFF (recettes) et 473-0 Nature AFF (dépenses) associés à des codes R17-R27.</p>																												

1. Objectif et méthode du contrôle	<p>Pour mémoire, les délais réglementaires d'apurement des différents comptes d'imputation provisoire ont été rappelés dans <u>la nouvelle cartographie des CIP de recettes et de dépenses, de la sphère des professionnels et de la sphère des particuliers (actualisation de la cartographie par note de service CE1B n°2016-10-1756 du 10/10/2016 et courriel du bureau GF2A du 15/10/2019)</u>.</p> <p>Tout au long de l'année, les services doivent veiller à apurer au maximum leurs CIP de manière à ne laisser subsister que les seules opérations dont l'imputation définitive s'avère impossible. Ces opérations doivent être entreprises dans le respect des délais réglementaires d'apurement de chacun des comptes d'imputation provisoire.</p> <p>Hormis quelques exceptions, ils impliquent, selon les cas, une régularisation au maximum sous un voire deux mois.</p> <p>Afin de faciliter le suivi des CIP par les services, les états n° 0682 et 0683 visent à simplifier le contrôle des affaires non soldées (cf. note des bureaux GF-2A et CE-1B n°2014-01-3212 du 7 février 2015). Pour information, ces états sont disponibles dans l'application Pdfédit aux codes application MDA pour l'état n° 0682 et MDB pour l'état n° 0683, au sein du groupe 11 « gestion des affaires ».</p> <p>Il est préconisé aux services d'effectuer également, particulièrement au dernier trimestre, un suivi des CIP à partir de l'état quotidien n° 2011 et des états mensuels n° 1180 et 1182 (code application MDB dans Pdfédit, groupe 11 « gestion des affaires »).</p> <p style="text-align: center;">*****</p> <p>Ce contrôle vise à s'assurer de la correcte tenue des comptes d'imputation provisoire dans les applications Médoc Web ainsi que de l'effectivité de leur suivi. Le responsable d'unité s'assurera à partir d'un échantillon de 30 opérations soldées et/ou non soldées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du correct enregistrement de l'affaire (utilisation conforme des codes R17-R27, libellé suffisamment explicite), au regard de la pièce justifiant la recette ou la dépense (relevé BDF, papillon PSAR ou PSAX, journal REC, etc.) ; - du respect du délai réglementaire de régularisation ; - pour les opérations soldées, de la correcte justification de l'imputation définitive <p>L'échantillon sélectionné et les résultats de l'analyse seront formalisés par la grille de suivi ci-jointe à la présente fiche.</p> <p><u>Précisions sur les modalités de contrôle :</u></p> <p>Les opérations de l'échantillon retenu, qui sont apurées à la date du contrôle, sont identifiables, dans MEDOC, à partir du menu 3.8.2 : saisir le n° de l'affaire, puis noter le cas échéant le numéro de l'opération de dénouement ainsi que la date de clôture de l'affaire.</p> <p>L'imputation définitive est ensuite vérifiée à l'aide des états quotidiens MEDOC n°2020 « journal 1eres écritures – encaissements », n°2021 « journal 1eres écritures : décaissements » ou n°2022 « journal 1eres écritures – opérations diverses » de la journée comptable correspondante.</p> <p>Ces 3 états quotidiens sont disponibles sous PDFEDIT / code application MDB, groupe 16 « Divers comptables ».</p>
[-]	
3. Nature des opérations contrôlées et seuil éventuel	<p>Opérations enregistrées sur les comptes d'imputation provisoire 477-0 ou 477-1 Nature AFF (recettes) et 473-0 Nature AFF(dépenses) associés à des codes R17-R27.</p> <p><i>N-B. Depuis le 1^{er} janvier 2018, l'utilisation des comptes 473-9 a été supprimée. Les nouveaux schémas comptables sont décrits dans l'annexe n°2 à la note de service n°2018-03-5968 du 05/06/2018.</i></p>
4. Périmètre temporel des opérations contrôlées	<p>Se limiter aux opérations enregistrées au cours des 6 derniers mois (mars, avril, mai, juin, juillet, août)</p> <p>Date début période : 01/03/N</p> <p>Date fin période : 31/08/N</p>
	<p>Échantillon de 30 affaires distinctes sélectionnées de manière aléatoire en exploitant les états MEDOC dédiés des 6 derniers mois. Plus précisément, les états suivants seront retenus pour sélectionner les 30 affaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état mensuel 0682 qui liste les affaires non soldées en fin de mois. Cet état est mis à disposition du service à la rubrique MDA, groupe 11 « gestion des affaires » après chaque clôture mensuelle.

5. Nombre d'opérations à contrôler	<p>- les états journaliers 1180 « liste nominative des affaires restant à apurer sauf carte bancaire et virement », 1181 « liste nominative des affaires spécifiques – carte bancaire restant à apurer » et 1182 « liste nominative des affaires spécifiques – virements et téléversements à apurer » qui détaillent les mouvements opérés sur les affaires par journée comptable. Dans PDF EDIT, ces états sont disponibles à la rubrique MDB, groupe 11 « gestion des affaires ».</p> <p>Ces états sont disponibles au format PDF mais peuvent également être édités au format CSV pour faciliter la constitution de l'échantillon.</p> <p>Il sera en outre porté une attention particulière à la nature des affaires constituant l'échantillon qui doit être représentatif de la diversité des cas métiers aboutissant à inscrire une somme dans un compte d'imputation provisoire.</p> <p>Ainsi, pour les SIP, l'échantillon devra comporter les natures d'affaires suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Excédent de versement (EDV) enregistrés au code R17 5157, - Recettes avant émission de rôle (RAER) enregistrées au code R 17 4500 - Opérations de l'État-dépenses à régulariser enregistrées au code R27 9403 - Opérations de l'État-impayés enregistrées au code R27 9402 - Opérations de l'État- recettes à régulariser enregistrées au code R17 5410 - Transferts à un autre service (OVRT) saisis au 477-1 code R17 7100 (code qui sera supprimé en saisie transactionnelle dans Médoc à compter de l'exercice 2022) <p>Concernant les SIE, l'échantillon devra intégrer les natures d'affaires ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Virements en instance d'imputation budgétaire – PAS au code R17 4400, - Règlements par virement intégrés automatiquement au code R17 4405, - Recettes diverses à imputer au code R17 4420, - Excédents de versement au code R17 1760, - Recettes avant émission de rôle (RAER) enregistrés au code R17 4500, - Opérations de l'État – Impayés enregistrés au code R27 9402, - Opérations de l'État – Dépenses à régulariser au code R27 9403 <p>N-B. Cocher la case « Exhaustif » si le nombre d'opérations contrôlées est inférieur ou égal à 30 sur la période analysée.</p>
------------------------------------	--

Analyse des résultats du contrôle	
6. Décompte des anomalies	<p>Pour chacune des opérations contrôlées, une anomalie sera décomptée si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'affaire n'a pas été correctement enregistrée (codes R17/R27 non conformes à la nature de l'opération et/ou libellé insuffisamment explicite); - et/ou l'opération n'a pas été régularisée dans le délai réglementaire. Si son maintien en imputation provisoire au-delà de ce délai est justifié par des contraintes techniques ou des diligences en cours nécessitant l'intervention d'un acteur externe au poste, il conviendra de le mentionner dans la colonne « observations » de la grille de dépouillement; - et/ou l'imputation définitive des opérations régularisées est incorrecte. <p>N-B. Il ne peut y avoir plus d'opérations en anomalie que d'opérations contrôlées.</p>
7. Préconisations en cas d'anomalies	<p>Exemples d'actions d'amélioration du dispositif de contrôle interne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rédaction d'une fiche de procédure ou organisation d'une réunion pour rappeler aux agents concernés les modalités de suivi, ainsi que les délais réglementaires d'apurement des affaires créées dans les applications Médoc / RSP Médoc / Médoc Web ; - sensibilisation de l'équipe sur la nécessaire clarté du libellé de l'affaire ; - mise en place d'un contrôle de supervision des affaires non soldées contemporain à l'arrêté comptable mensuel ; - examen attentif et régulier des comptes d'imputation provisoire, à l'aide des états n°0682 (pour les services) et n°0683 (pour la DR/DDFiP), afin d'apurer le maximum d'affaires dans les délais réglementaires. A défaut d'apurement dans les délais réglementaires, la division « comptabilité et autres opérations de l'État » doit se rapprocher du service concerné afin de connaître les actions engagées par le poste comptable non centralisateur (PNC).
Précisions sur la formalisation du contrôle dans AGIR	
8. Montant des opérations contrôlées	<input checked="" type="checkbox"/> A préciser <input type="checkbox"/> Sans objet
9. Montant des anomalies constatées	<input checked="" type="checkbox"/> A préciser <input type="checkbox"/> Sans objet
10. Pièces justificatives / Consignes d'archivage	<p>Il convient de joindre <i>a minima</i> à l'analyse qualitative, les pièces justificatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la grille de dépouillement - les états mensuels MEDOC utilisés pour la sélection de l'échantillon.
11. Autres	<p>Préciser, dans le champ « détail des anomalies constatées » de la grille AGIR, le ou les types d'anomalie rencontrés.</p>